

Unité départementale du Val-de-Marne
12-14 rue des Archives
94000 Créteil

Créteil, le 22/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEMMARIS

1 rue de la Tour
94150 Rungis

Références : DRIEAT-IF/UD94/2025/PRAU/SG/N°314GR
Code AIOT : 0007403769

Ce rapport comporte une annexe confidentielle.

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/08/2025 dans l'établissement SEMMARIS dite « zone entrepôt », implanté avenue de l'Europe/ rue des glacières à RUNGIS (94150). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La réglementation impose que chaque installation classée Seveso ou toute installation soumise à autorisation avec POI prescrit par arrêté préfectoral dispose d'un Plan d'Opération Interne (POI), afin de garantir une gestion efficace des situations d'urgence et de limiter les risques pour les biens, les personnes et l'environnement.

Afin d'assurer la conformité et l'efficacité de ces POI en toutes situations, une action régionale portant sur la réalisation d'exercices POI inopinés est organisée en 2025. L'objectif de cette action est de s'assurer de la bonne préparation et réactivité des exploitants face à des scénarios d'urgence. Cette action se déroule sous forme d'exercices inopinés en heures ouvrées ou hors heures ouvrées, permettant ainsi de tester dans différentes configurations les POI des exploitants.

Les enjeux principaux de cette action consistent en la vérification de la conformité des actions menées avec le POI, l'adéquation du POI avec la situation rencontrée et le renforcement de la culture de sécurité.

La visite d'inspection du 27/08/2025 s'inscrit dans le cadre de cette action régionale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEMMARIS
- avenue de l'Europe/ rue des glacières à RUNGIS (94150)
- Code AIOT : 0007403769
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le marché d'intérêt national (MIN) de Rungis est implanté sur les communes de Rungis, Paray-Vieille-Poste, Chevilly-Larue et Fresnes, à 7km au sud de Paris. Il se compose de 3 grandes zones :

- la zone principale, dite de « marché de vente physique », sur 200 hectares, dévolue à la vente physique aux professionnels du secteur alimentaire,
- la zone « DELTA », sur 14 hectares, composée de bâtiments dédiés à la transformation et à la mûrisserie de denrées alimentaires,
- la zone des entrepôts, sur 20 hectares, « base arrière » de la zone principale, composée de bâtiments de logistique sous température dirigée servant de réserves, objet de la présente inspection.

La zone des entrepôts est implantée sur les communes de Rungis (Val-de-Marne) et Paray-Vieille-Poste (Essonne) et est installée sur les parcelles cadastrales :

- N° 4, 5, 6, 8, 9 et 10 de la section AH et n° 2, 4, 5 et 33 de la section AE de la commune de Rungis,
- N° 58 et 59 de la section AB de la commune de Paray-Vieille-Poste.

Le périmètre de la zone des entrepôts se compose principalement de bâtiments logistiques servant à assurer les réserves de la zone principale. Son activité se cantonne à la préparation et à l'expédition de produits alimentaires sous température dirigée.

Dans le cadre d'une restructuration de cette zone (démolition/reconstruction de certains bâtiments), une demande d'autorisation environnementale avait été déposée en 2020 et a abouti à l'arrêté inter-préfectoral n° 2021/02289 du 28 juin 2021.

La restructuration de la zone entrepôts est quasiment achevée : le bâtiment I4 a été démoli et les bâtiments I10 sont en construction (réception des travaux prévue d'ici fin 2026).

Le locataire du bâtiment I1 - partie A est Pomona-Terre Azur.

Le classement du site est le suivant :

- 1510-1 : Autorisation, volume de 630 080 m³;
- 1511- 2 : Déclaration, volume de 23310 m³ (I1A, I1B, I2) ;
- 2925-2: NC, Bornes de recharge électriques.

La réglementation applicable au site est principalement la suivante :

- arrêté inter-préfectoral n° 2021/02289 du 28 juin 2021 portant autorisation d'une installation
- arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Modalités d'information des autorités administratives	Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, articles 1.3.2. et 7.25.3.	Demande d'action corrective Non-conformité n°1	3 mois
3	Contenu du plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 23 de l'annexe II ; Arrêté préfectoral du 28/06/2021, article 7.25.2.	Demande d'action corrective Non-conformités n°2 et 3	3 mois
4	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 11 de l'annexe II ; Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 7.25.2, point III	Demande de justificatif à l'exploitant Non-conformité n°4 Observation n°1	3 mois
5	État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 1.4. I. de l'annexe II	Demande d'action corrective Non-conformité n°5	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Exercices POI	Code de l'environnement, article R.181-54 et arrêté préfectoral du 28/06/2021, article 7.25.3.	Demande de justificatif à l'exploitant Demande complémentaire n°1

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	POI	Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 7.25.1.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater la bonne préparation de l'exploitant et en particulier de son équipe d'intervention, qui dispose d'un véhicule d'intervention équipé pour limiter la propagation d'un début d'incendie.

Toutefois, des non-conformités ont été relevées concernant la tenue à jour du POI et sa transmission aux autorités, le contenu du POI, la formalisation d'un état des stocks et la mise en œuvre des moyens nécessaires au confinement des eaux d'extinction incendie.

Il est attendu de l'exploitant une mise à jour de son POI avec des compléments en particulier sur la

définition des premiers prélèvements environnementaux et des moyens et mesures à mettre en œuvre pour la remise en état du site après un sinistre.

Il est également attendu une amélioration de la formalisation de l'état des stocks afin de répondre aux deux objectifs réglementaires, que sont servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel et répondre aux besoins d'information de la population.

Et enfin, les modalités d'activation des dispositifs de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie doivent être revues pour permettre une mise en œuvre rapide, adaptée aux situations d'urgence.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 7.25.1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'organisation des secours
Prescription contrôlée : I. L'exploitant établit un plan d'opération interne (POI) décrivant la planification opérationnelle de l'intervention et la communication opérationnelle associée, en cas d'incident ou d'accident. Ce plan peut être étendu à l'ensemble du marché. Ce plan est communiqué, pour information, à l'inspection des installations classées, à la brigade des sapeurs pompiers de Paris et au préfet du Val-de-Marne, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. [...]
Constats : L'exploitant dispose bien d'un POI, qui a été communiqué à l'inspection des installations classées. Des non-conformités sur le contenu de ce POI sont relevées dans la suite de ce rapport.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Modalités d'information des autorités administratives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, articles 1.3.2. et 7.25.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Transmission du POI
Prescription contrôlée : <u>Article 1.3.2 Contenu du dossier</u> I. L'exploitant établit et tient à jour, pour la zone des entrepôts, un dossier comportant les éléments suivants : (...) - les différents documents prévus par le présent arrêté. [...] <u>Article 7.25.3.</u> I. Le POI et ses mises à jour sont transmis, pour information, au préfet du Val-de-Marne, à l'inspection des installations classées et à la brigade des sapeurs pompiers de Paris. [...]
Constats : La dernière version du POI transmise à l'inspection date du 07/03/ 2022 (POI version 2.0). Elle n'est pas à jour : certains contacts ne sont plus bons, certains bâtiments ont été démolis... L'exploitant a utilisé lors de l'exercice une version du POI différente. À la demande de l'inspection, l'exploitant lui a scanné et transmis cette version suite à la visite (courriel du 29/08). Il s'agit d'un document nommé Plan de Défense Incendie en date du 07/04/ 2020 (version 2026.01) annotée de façon manuscrite et complétée avec des plans (dont des plans des vannes) et des photos. Ces plans et photos ne sont pas inclus dans la version 2022 transmise à l'inspection des installations classées

L'exploitant indique qu'une version mise à jour du POI, suite à la fin de la période de reconfiguration de la zone entrepôts, est prévue pour septembre-octobre 2025 et sera transmise.

Non-Conformité n°1: Contrairement à l'article 1.3.2. de l'arrêté préfectoral du 28/06/2021, le plan d'opération interne connu de l'inspection (v2022) n'a pas été mis à jour, malgré la destruction de plusieurs bâtiments, et les modifications d'adaptation du POI mis en œuvre par l'exploitant au moment de l'exercice, pour des raisons opérationnelles, ne lui ont pas été transmises.

Pour information, la réglementation, si elle définit le contenu d'un POI, n'impose pas de formalisme particulier en ce qui concerne l'articulation des documents le composant ou les modalités de mise à jour (par fiche, par partie, document intégral, etc.).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conformément à l'article 1.3.2. de l'arrêté préfectoral du 28/06/2021, l'exploitant doit tenir à jour son POI de manière à suivre les évolutions de l'installation.

Les versions mises à jour doivent être transmises au Préfet du Val-de-Marne, à l'inspection des installations classées et à la BSPP.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Contenu du plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 23 de l'annexe II ; Arrêté préfectoral du 28/06/2021, article 7.25.2.

Thème(s) : Risques accidentels, Premiers prélèvements environnementaux

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 11/04/2017, point 23 de l'annexe II

[...]Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.[...]

Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également :

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ; [...]

Arrêté préfectoral du 28/06/2021, article 7.25.2.

cf. points I. et II. de l'article de cet arrêté

Constats :

Les documents transmis à l'inspection ne sont pas à jour. L'inspection n'a pas procédé à l'analyse complète du POI à disposition de l'inspection (v2022) sur ce point, mais il est déjà à noter que plusieurs éléments sont insuffisants ou manquants.

Premiers prélèvements environnementaux :

Les éléments fournis sont insuffisants. En effet, il n'est question que des rejets aqueux dans les réseaux et les paramètres et points de prélèvements prévus sont ceux prescrits par l'arrêté préfectoral d'autorisation pour les rejets aqueux hors situation accidentelle. Les éléments présents dans ce document sont non conformes aux attendus réglementaires.

L'exploitant doit compléter les dispositions prévues pour mener les premiers prélèvements environnementaux à l'intérieur et à l'extérieur du site, avec entre autres les différentes matrices (air, sol) à prélever, les paramètres appropriés en cas d'accident, les équipements prévus, etc.

Non-conformité n°2 : Contrairement aux dispositions du point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 et de l'arrêté préfectoral du 28/06/2021, article 7.25.2., les dispositions relatives aux premiers prélèvements environnementaux ne sont pas correctement décrites.

Moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident :

Le POI indique que « Le site ne dispose pas de procédures particulières prévues pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après le sinistre. Les entreprises (Suez Eau France et ESV) sont invitées à intervenir en prestation à réaliser au BPU », ce qui ne permet pas de répondre à l'attendu réglementaire.

Non-conformité n°3 : Contrairement aux dispositions du point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 et de l'arrêté préfectoral du 28/06/2021, article 7.25.2., les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ne sont pas décrits.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en conformité le contenu de son POI et notamment ajouter les éléments nécessaires pour satisfaire aux attendus du point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 concernant les premiers prélèvements environnementaux et les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 11 de l'annexe II, Arrêté Préfectoral du 28/06/2021, article 7.25.2, point III

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 11/04/2017, annexe II point 11.

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. [...]

Arrêté préfectoral du 28/06/2021, article 7.25.2, point III

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés avec les usagers, sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de l'exercice, la fermeture de la vanne permettant de contenir les eaux d'extinction incendie de la zone impactée n'a pas pu être mise en œuvre dans des délais raisonnables.

L'exploitant prévoit le recours à un prestataire pour fermer la ou les vannes d'extinction incendie en cas de sinistre. L'appel à ce prestataire a été fait par l'agent du poste de contrôle lors de l'exercice, mais le prestataire n'y a pas donné suite dans un premier temps, indiquant que cette opération n'était plus couverte par contrat. L'exploitant a alors dû vérifier le numéro de contact et appeler de nouveau. L'échange avec le prestataire lors du dernier appel a montré qu'il y a eu confusion dans l'appel sur le type d'actions à mener (le prestataire aurait compris qu'il était appelé pour un souci d'eau potable, ce qui l'a amené à se désengager de l'action à mener).

Les délais d'appel et de réaction ont été longs (cf. annexe confidentielle).

Contractuellement, l'exploitant indique que le prestataire a un délai maximal de 2 heures pour intervenir.

L'inspection constate que :

- le délai d'intervention prévu contractuellement semble incompatible avec le respect de la prescription des articles ci-dessus. En effet, une mise en rétention dans les 2 heures après l'appel ne permettrait vraisemblablement pas de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ;
- la validation de la bonne compréhension de la demande par le prestataire n'a pas été réalisée par l'exploitant. Le traitement d'une situation d'urgence nécessitant visiblement l'appel de plusieurs prestataires de sociétés différentes pour plusieurs actions d'urgence (notamment rétention des eaux, mais aussi augmentation du débit d'eau et coupure des énergies), il est indispensable que l'exploitant s'organise pour valider que les appels nécessaires ont bien abouti et sont suivis d'effet.

Non-conformité n°4: Contrairement au point 11 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 et à l'article 7.25.2 de l'arrêté préfectoral du 28/06/2021, toutes les mesures ne sont pas prises pour recueillir dans des délais adéquats l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre.

Observation n°1: L'exploitant doit mettre en œuvre les mesures, entraînements et vérifications

nécessaires pour s'assurer que le recours aux prestataires prévus lors des situations d'urgence soit efficace. L'inspection invite également l'exploitant à se questionner sur l'opportunité d'internaliser les actions de déclenchement des rétentions en cas de sinistre (fermeture de vannes et déclenchement de ballons obturateurs), compte-tenu de l'absence vraisemblable de difficultés techniques particulières lors de la mise en œuvre de ce type d'équipement, et la disponibilité 24h/7j d'un service spécialisé pour le traitement des situations d'urgence.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conformément au point 11 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 et à l'article 7.25.2 de l'arrêté préfectoral du 28/06/2021, l'exploitant doit mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre. Il doit justifier de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 1.4. I. de l'annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks

Prescription contrôlée :

Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II point 1.4. I.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Ces dispositions sont également prescrites dans l'article 714 de l'arrêté préfectoral de 2021.

Constats :

L'exploitant dispose d'un outil Docostock, qui via un QR Code renvoie à un document constituant l'état des stocks. Ce QR Code fait partie du classeur d'urgence que le directeur des opérations interne (DOI) prend et présente aux services de secours.

<p>Le document ne contient que le volume global de matières stockées pour tout le bâtiment I1. Il ne répond pas à la prescription réglementaire. En effet, il ne permet pas de :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel</p> <p>Aucune information n'est donnée sur la nature des matières stockées. L'information avec les quantités approximatives n'est pas fournie par zone d'activités ou de stockage mais de façon globale pour l'ensemble du bâtiment I1. Il est prévu qu'à minima, figurent les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie.</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population</p> <p>Ce document ne permet pas de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Non-conformité n°5: Contrairement au point 1.4.I de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017, l'exploitant ne tient pas à jour un état des matières stockées conforme aux dispositions réglementaires.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Conformément à l'article 1.4.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017, l'exploitant doit tenir à jour un état des matières stockées conforme aux dispositions réglementaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 5 : Exercices POI

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.181-54 et arrêté préfectoral du 28/06/2021, article 7.25.3.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exercices</p>
<p>Prescription contrôlée : <u>Code de l'environnement, article R.181-54</u> (...) Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. (...) <u>Arrêté préfectoral du 28/06/2021, article 7.25.3</u> II. L'exploitant élabore et met en œuvre une procédure écrite précisant les modalités d'organisation d'exercices périodiques, en précisant leur périodicité, les modalités d'information du personnel et des usagers du marché, les modalités de formation du personnel intervenant, les modalités de prise en compte du retour d'expérience externe ou interne au marché (exercices, sinistres, ...), les modalités de prise en compte des résultats des actualisations de l'étude des dangers et des modifications notables ou substantielles du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Post-inspection, l'exploitant a transmis l'attestation d'exercice POI réalisé avec la BSPP le 05/08/2025 sur le bâtiment I2, ainsi qu'une attestation de la BSPP pour un exercice POI du</p>

04/10/2023 sur le bâtiment I7. La fréquence d'exercice semble ainsi respectée.

L'exploitant a également joint le compte-rendu d'exercice du 5/08/2025, qui mentionne les objectifs, le déroulement, les points positifs et les axes d'amélioration.

Le contenu actuel du POI ne comporte pas de procédure écrite telle que prescrite dans l'article 7.25.3. de l'arrêté préfectoral. Cette procédure peut éventuellement faire l'objet d'un document à part.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande complémentaire n°1 : L'exploitant transmet à l'inspection la procédure visée au point III de l'article 7.25.3 de l'arrêté préfectoral du 28/06/2021 dans un délai de 6 mois et précisant les modalités d'exercice POI.

Type de suites proposées : Susceptible de suites